

Quelques réflexions au sujet du bilan des entités géographiques :

Sur la forme :

-Le format de présentation proposée pour les bilans (mettant en lumière les avancées depuis 2010, les points de blocage, les marges de progrès, etc) n'a pas vraiment été respecté et il faudra réfléchir à une présentation mettant mieux en lumière l'évolution des actions sans toutefois demander un travail supplémentaire trop important).

-On a disposé de la majorité des bilans attendus (sauf celui de la Polynésie française en ce qui concerne les actions du gouvernement mais il n'est pas impossible d'en disposer après le colloque?) qui permettent d'avoir une bonne appréciation de la situation des actions sur les tortues marines « françaises ».

Sur le fond :

-Sans empiéter sur les conclusions des ateliers thématiques, on peut souligner les nets progrès dans le domaine de l'acquisition des connaissances, l'identification des priorités en matière de lutte contre les menaces anthropiques et des avancées significatives sur le sujet des captures accidentelles notamment (cf Guyane).

-Dans le domaine de l'acquisition des connaissances, si les progrès sont surtout visibles pour les sites de pontes, des travaux sont entrepris sur les autres sites vitaux des tortues marines.

-La bancarisation des données reste un vrai problème pour certains territoires et l'exemple de TORSOI montre qu'il est possible/indispensable de mutualiser les données. C'est aujourd'hui une priorité.

-L'apport des grands programmes nationaux d'estimations d'abondance (en métropole et OM) dans la connaissances des tortues marines reste sans doute encore à exploiter mais ces programmes conçus à l'origine pour les mammifères marins intègrent désormais les TM.

-L'impact des déchets marins, plastiques en particulier est maintenant largement pris en compte(travaux DCSMM notamment)

-Durant la période 2010-2018, on a vu le renouvellement des plans nationaux d'action Guyane, Antilles, le démarrage du PNA pour les territoires français de l'Océan Indien qui comporte une approche régionale. Cette approche régionale doit encore être plus largement développée.

-Le braconnage dans certains territoires n'a pas diminué, voire augmenté. Sa réduction constitue également une priorité.

-L'altération, la destruction des habitats (sites de pontes notamment) est toujours une menace dans certains territoires.

-La pêche illégale et ses conséquences sur les captures accidentelles demeure un vrai problème en soi mais également parfois sur la prise en compte de la problématique par la pêche légale.(« on veut bien faire des efforts mais le problème, c'est la pêche illégale.... »)

-Sur le sujet des captures accidentelles, dans la mesure où cet impact concerne une majorité

de territoires, il serait souhaitable de mutualiser les connaissances, au travers par exemple d'une relance de RESOCAP, de travailler sur un projet commun d'études et d'actions, si possible intégrant les autres espèces de mégafaune marine ou tout au moins en gardant à l'esprit que ce qui est bon pour une espèce menacée peut avoir des conséquences négatives pour d'autres.

-Enfin, et pour conclure ces quelques éléments de bilan, loin d'être exhaustif, la découverte de l'importance internationale des sites de pontes de tortue verte de Chesterfield Bellona et d'Entrecasteaux est une magnifique découverte (elles ne sont pas si fréquentes de nos jours dans le domaine de la conservation) et nécessite une attention toute particulière et en premier lieu le développement de programmes de suivi.